



l'étincelle

Nouvelle organisation
hybride du travail :
Ni bureau attiré, ni
indemnités suffisantes

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 11 mai 2021

Des brevets d'hypocrisie

Mercredi dernier, Joe Biden a surpris son monde en annonçant qu'il était favorable à la levée des brevets sur les vaccins Covid-19. Une centaine de pays réclament pourtant cette levée depuis des mois, dont l'Inde et l'Afrique du Sud où l'épidémie fait des ravages. Elle pourrait permettre à tous les laboratoires qui le peuvent de produire des vaccins génériques à un prix inférieur à ceux des trusts pharmaceutiques. Une annonce qui arrive bien tard, et qui pourrait n'être qu'un coup de com' du nouveau gouvernement des États-Unis.

Passé ton brevet d'abord

Car rien ne dit que la levée des brevets sera un jour effective. Du Canada à l'Union européenne et au Royaume-Uni, en passant par l'Australie, le Japon ou le Brésil, tous étaient opposés à la levée des brevets. Macron peut bien fanfaronner qu'il a toujours voulu que les vaccins soient « *un bien public mondial* », les députés européens LREM, comme ceux du RN ou de LR, ont tous voté contre la levée des brevets. Quant à la Gauche institutionnelle française qui applaudit Biden, elle est toujours beaucoup plus radicale dans l'opposition que quand elle est au gouvernement.

Biden passe pour le héros du jour. Mais la semaine dernière, il défendait encore ces brevets. Et il continue d'appliquer la préférence nationale en matière de vaccins et de matériel médical, dans la droite ligne de Trump, quitte à garder en stock des millions de doses du vaccin d'Astra Zeneca pas autorisé aux États-Unis.

Big Pharma peut dormir tranquille

Tous ces dirigeants reprennent le discours des laboratoires pharmaceutiques. Même ceux qui font mine d'être pour la levée des brevets, comme Macron qui a déclaré jeudi dernier que « *la question des brevets est un faux débat. Ce qui rend difficile l'accès aux vaccins aujourd'hui, c'est le transfert de technologie et la capacité à produire.* » Tant pis si des laboratoires d'Afrique du Sud ou du Bangladesh annoncent disposer du matériel et des compétences pour relever ce défi.

On peut effectivement faire confiance à l'industrie pharmaceutique pour tout faire pour maximiser ses profits, quitte à ralentir la campagne de vaccination, alors même que les États ont assumé tous les risques en finançant le développement des vaccins à coups de milliards. Rien de surprenant à ce

que le PDG de Moderna, Stéphane Bancel, déclare que cette annonce ne lui avait « *pas fait perdre une minute de sommeil* ». Quant à la Bourse, elle s'est un peu agitée mercredi avant de se rappeler que Moderna prévoit 18 milliards de profits en 2021 et Pfizer 26 au lieu des 15 initialement prévus.

Fracture vaccinale

Tous se répandent plutôt sur la nécessité d'aider les usines existantes à augmenter la production. Dans les faits, entre les vaccins vendus à prix d'or (de 10 à 30 euros la dose pour les vaccins à ARN messenger) et un programme Covax d'accès au vaccin universel sous-doté (seulement 7,5 milliards d'euros), les pays impérialistes marginalisent les pays pauvres dans la campagne de vaccination avec seulement 0,2 % du total des doses injectées.

Les gouvernements ont regardé l'Inde, l'Afrique du Sud ou le Brésil s'enfoncer dans le chaos sans rien faire. Ils font mine de se réveiller, alors que les centaines de variants pourraient bien nous revenir sous la forme d'une 4e ou 5e vague qui pourraient mettre à mal la campagne de vaccination actuelle.

La santé n'est pas une marchandise

L'urgence est de vacciner le plus rapidement possible toute l'humanité. Et les brevets sont un obstacle inadmissible. La moindre des choses serait de les retirer. Mais pour que le vaccin devienne réellement un « *bien public de l'humanité* », il faudrait aussi réquisitionner toutes les industries de la chaîne de production, des matières premières aux plateformes logistiques et centres de santé, pour les administrer aussi vite que possible, sans enrichir les actionnaires. Les déclarations n'y feront rien, seul un effort exceptionnel basé sur la participation consciente et active des travailleurs de ces secteurs le permettra.

L'employé de la poste restante

La direction a fixé des objectifs de postes à supprimer : 177 à l'Ingénierie Process, 150 aux Finances, 32 au Design, 63 à l'Après-Vente, 36 au Produit, 233 dans les directions Logiciel (DEA-L), Système (DEA-S) et Projet (DEA-P), 430 à la DEA-T (Tests Ingénierie)... Elle organise la pénurie des postes et espère trouver des « volontaires » au départ. Il y a moins de travail ? Il n'y a qu'à le partager !

Chérie, j'ai rétréci les offres

Le dispositif CAR21 (Compétences Avenir Renault 2021) vante désormais les mérites du portage salarial ou du micro-entreprenariat pour quitter Renault. Ce n'est pas parce que les conseillers CAR21 sont autoentrepreneurs qu'on rêve tous de perdre son CDI.

La méthode à Gilles

Gilles Le Borgne se répand en confidences sur son dégraissage de l'Ingénierie Renault. Le transfuge de PSA a expliqué qu'il « *externalise la maintenance des moyens d'essais parce que la RCC ne va pas assez vite* ». Primo : Le Borgne externalise la maintenance uniquement pour réduire les coûts. Secundo : soit il a assez de départs « volontaires » en Rupture Conventionnelle, soit il externalise. Tertio : les salariés n'ont pas dit leur dernier mot et prévoient une nouvelle mobilisation jeudi 20 mai.

Charité bien ordonnée...

Depuis février, Renault a mis en place « *l'arrondi sur salaire* » pour permettre aux salariés de « *faire don des centimes d'euros après la virgule* » de leur salaire net à quatre associations sélectionnées par la fondation Renault (dont « l'Institut de l'engagement » très proche du gouvernement). On préférerait les choisir soi-même. Et si on arrondissait plutôt les salaires au millier d'euro supérieur ?

Gare aux congés-tions

Après les trois jours de congés imposés en avril/mai et ceux ponctionnés pour financer le chômage partiel, la direction demande de poser 4 semaines de congés d'été d'ici le 20 mai, malgré les incertitudes sur le déconfinement. Les congés, on veut pouvoir les poser pas seulement quand ça arrange la direction.

Des salariés tenus par l'hybride

La direction de Renault a profité de la crise pour imposer les bureaux partagés, ce qu'elle n'avait pas réussi à faire depuis 10 ans. Elle veut désormais les entériner avec son nouveau modèle d'« organisation hybride du travail », associant télétravail et travail sur site. Une organisation qui laisse les salariés exposés aux risques du télétravail (hyper-connexion, perte de liens sociaux...) et des bureaux flex (nomadisme, dépersonnalisation...) Bref, des salariés « hybrides » mais toujours pas rechargeables.

Bête de (télé)travail

En pleine négociation sur le télétravail, la direction ne veut céder qu'une prime de 200 euros (censée compenser les frais d'installation d'un poste de travail à la maison) et une indemnité forfaitaire de 10 à 30 euros par mois. C'est loin de couvrir les frais induits par le télétravail, surtout que Renault fait des économies massives grâce à celui-ci en réduisant le nombre de postes de travail et les surfaces grâce aux bureaux flex. L'organisation du travail change, mais la radinerie de la direction ne fait qu'augmenter.

Les 24h de la convergence

Jeudi 6 mai, plusieurs centaines de salariés Renault et sous-traitants venus de Lardy, Cléon, Guyancourt, Flins, des fonderies Liberty du Poitou ou de Saint-Claude, se sont rassemblés devant l'usine Renault du Mans pour protester contre les fermetures de sites et les suppressions d'emplois. La restructuration de la seule Ingénierie Renault en France touche non seulement les salariés des centres techniques mais aussi ceux des usines, comme Le Mans où 407 salariés de l'Ingénierie et des fonctions support sont éligibles à la RCC. Pour gagner, il faut que les luttes actuelles pour l'emploi s'étendent et convergent.

F(r)ondeur, pas chômeur

Un vent de fronde souffle à MBF St-Claude, SAM Decazeville, FVM Villers-la-Montagne, FDB Caudan et aux Fonderies du Poitou. Les ouvriers refusent d'être liquidés pour les profits de PSA et Renault qui externalisent les suppressions d'emplois, comme à FDB, ou se débarrassent de leurs sous-traitants avec le soutien de l'État. Le patronat supprime des emplois au nom de la crise ou de la transition écologique. Pour que la lutte des salariés des fonderies ne finisse pas comme celle de la sidérurgie des années 70, les fondeurs devront trouver des alliés parmi les salariés des autres secteurs en lutte.

Mondialisons les luttes

La Renault prévoit 4 600 suppressions d'emplois en France, mais aussi 10 000 dans les autres pays. En Algérie, l'usine d'Oran est à l'arrêt et les effectifs sont tombés de 1176 salariés à 276. Les ouvriers de Bursa font du chômage partiel. Le site de Tanger est passé de 8 000 à 6 000 salariés. En Roumanie, la saignée est continue depuis que Renault a racheté Dacia en 1999 avec des effectifs passés de 26 000 à 14 000 salariés... Renault met les salariés en concurrence pour réduire ses coûts de main d'œuvre. Comme disait Karl Marx : les travailleurs n'ont pas de patrie. Face aux suppressions d'emplois, il faut rompre avec cette mise en concurrence et faire jouer au contraire la solidarité internationale.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre